

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'ARCHITECTURE

2BDM

Société à responsabilité limitée au capital de 66.750 euros

Siège social : 60-62, rue d'Hauteville, 75010 PARIS

RCS PARIS B 513 437 046

Inscrite au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes d'Ile de France

Sous le n° S13218

STATUTS

AU 7 FEVRIER 2025

certifiés conformes.

[Signature]

LES SOUSSIGNÉS :

- Société à responsabilité d'architecture 2CFJ,
 - Au capital de 4.000 euros,
 - Inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 513 439 240 RCS PARIS,
 - Siège social : 60-62 rue d'Hauteville 75010 PARIS,
 - Inscrit au Tableau Régional de l'Ordre des Architectes de l'Île de France sous le N°S13219
 - Représentée par un de ses gérants, M. MOULIN,

- Christophe BATARD
 - Né à Saint Cyr l'Ecole (78) le 28 décembre 1972.
 - Demeurant 167 boulevard du Montparnasse, 75006 PARIS.
 - Epoux de Madame Fabienne CORDIER.
 - Mariés à la mairie de Bailly le 20 mai 2000.
 - Soumis au régime de la participation aux acquêts au terme de leur contrat de mariage reçu par Maître François TOURTELIER, notaire à La Chapelle de Fougeretz le 7 avril 2000.
 - Lequel régime n'a pas été modifié depuis.
 - De nationalité française et résident en France.
 - Inscrit au Tableau Régional de l'Ordre des Architectes de l'Île de France sous le N° 048308.

- Christophe BOTTINEAU
 - Né à Paris 8^{ème} le 27 février 1969.
 - Demeurant 2, avenue Léon Bourgain, 92400 COURBEVOIE.
 - Epoux de Madame Laure DUBRULE.
 - Mariés à la mairie de Versailles le 29 août 1996.
 - Soumis au régime de la séparation de biens au terme de leur contrat de mariage reçu par Maître Hervé Clerc, notaire à Neuilly sur Seine le 21 mai 1996.
 - Lequel régime n'a pas été modifié depuis.
 - De nationalité française et résident en France.
 - Inscrit au Tableau Régional de l'Ordre des Architectes de l'Île de France sous le N° 040464.

- Frédéric DIDIER
 - Né à Boulogne Billancourt (92) le 31 juillet 1960.
 - Demeurant 2 rue Borgnis-Desbordes, 78000 VERSAILLES.
 - Epoux de Madame Marie-Hélène HARVEY.
 - Mariés à la mairie de Paris 16^e le 18 septembre 1989.
 - Soumis au régime de la séparation de biens au terme de leur contrat de mariage reçu par Maître CHARMET, notaire à Combourg le 8 septembre 1989.
 - Lequel régime n'a pas été modifié depuis.
 - De nationalité française et résident en France.
 - Inscrit au Tableau Régional de l'Ordre des Architectes de l'Île de France sous le N° 013426.

- Jacques MOULIN
 - Né à Paris 16^e le 17 juin 1954.
 - Demeurant 4 avenue de Montbenon, 1003 LAUSANNE, SUISSE.

- Epoux de Madame Carole LYTTON.
- Mariés à la mairie de Paris 6^e le 16 décembre 1991.
- Soumis au régime de la séparation de biens au terme de leur contrat de mariage reçu par Maître Jean-Louis REGNIER, notaire à Paris 1^{er} le 14 novembre 1991.
- Lequel régime n'a pas été modifié depuis.
- De nationalité française et résident en France.
- Inscrit au Tableau Régional de l'Ordre des Architectes de l'Ile de France sous le N° A24739.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

TITRE I
FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE – DUREE

Article 1er – Forme

Il est formé une société à responsabilité limitée d'architecture, qui sera régie par les lois en vigueur, notamment par :

- le livre II titre II du Code de commerce et les articles L 223-1 et suivants,
- la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et ses décrets d'application,
- ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Objet social

Art. 12 - loi de 1977

La société a pour objet l'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste, en particulier la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace.

A cette fin, la société peut accomplir toutes opérations concourant directement ou indirectement à la réalisation de son objet ou susceptibles d'en favoriser le développement.

Article 3 – Dénomination sociale

La société prend la dénomination de : **2BDM**

Dans tous les actes et documents émanant de la société la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement :

- des mots "société à responsabilité limitée d'architecture" ou des initiales "S.A.R.L. d'architecture",
- de l'énonciation du montant du capital social,
- du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,
- et du numéro d'inscription au Tableau Régional de l'Ordre des Architectes.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à : **60-62 rue d'Hauteville, 75010 PARIS**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du ou des gérants qui, dans ce cas, est autorisé à modifier les statuts en conséquence, sous réserve de ratification de cette décision par les associés dans les conditions prévues au 2^e alinéa de l'article L.223-30 du Code de commerce.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

| |
|--|
| TITRE II APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES |
|--|

Article 6 – Apports

Les soussignés apportent à la société, à savoir :

Apports en numéraire

| | | | |
|--------------------------------------|-------------------|-------|--|
| — M. Christophe BATARD | la somme de | 10 | €..... (<i>dix</i>) |
| — M. Christophe BOTTINEAU | la somme de | 10 | €..... (<i>dix</i>) |
| — M. Frédéric DIDIER | la somme de | 10 | €..... (<i>dix</i>) |
| — M. Jacques MOULIN | la somme de | 10 | €..... (<i>dix</i>) |
| — SARL d'architecture 2CFJ | la somme de | 3.960 | €..... (<i>trois mille neuf cent soixante</i>) |
| Total des apports en numéraire | | | 4.000 €..... (<i>quatre mille</i>) |

Laquelle somme a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque CREDIT DU NORD, 21 rue de Vaugirard, 75.006 PARIS, sous le numéro 30076 2033 195110 060

Elle sera retirée par le gérant de la société, sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

A la suite de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2011, la valeur nominale des parts sociales est augmentée de 115 euros passant de 10 euros à 125 euros.

A la suite de l'assemblée générale du 28 décembre 2022, les cessions de quatre parts sociales intervenues entre les associés MM. BATARD, BOTTINEAU, DIDIER, MOULIN et la Société 2CFJ ont été agréées.

A la suite de l'assemblée générale extraordinaire du 7 février 2025, le capital est augmenté d'un montant de 16.750 euros, par création de 134 parts sociales de 125 euros de nominal.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 66.750 Euros.

Il est divisé en 534 parts égales de 125 € chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité et numérotées de 1 à 534 attribuées à :

- SARL d'architecture 2CFJ à concurrence de 400 parts,
(numérotée de 1 à 400),

- SARL d'architecture 2C2M à concurrence de 134 parts,
(numérotée de 401 à 534),

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 534 parts.

Conformément à la loi, les soussignés déclarent expressément que les parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité et entièrement libérées.

Article 8 - Modification du capital social

Le capital social peut être modifié dans les conditions prévues par la loi.

En outre, conformément au 2° et 3° de l'article 13 de la loi 77-2 du 3 janvier 1977, plus de la moitié du capital social et des droits de vote doit être détenue par :

-Un ou plusieurs architectes personnes physiques ou une ou plusieurs personnes physiques établies dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen et exerçant légalement la profession d'architecte dans les conditions définies aux 1° à 4° de l'article 10 ou à l'article 10-1 ;

-Des sociétés d'architecture ou des personnes morales établies dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen dont plus de la moitié du capital et des droits de vote est détenue par des personnes qualifiées, au sens des articles 10 ou 10-1, et exerçant légalement la profession d'architecte ;

Les personnes morales associées qui ne sont pas des sociétés d'architecture ne peuvent pas détenir plus de 25 % du capital social et des droits de vote des sociétés d'architecture

8. 1. Augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois :

- par création de parts nouvelles égales aux anciennes attribuées en représentation d'apport en nature ou en numéraire ;

- ou par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, provisions, dotations, bénéfices, au moyen de la création de parts nouvelles égales aux anciennes ou de l'élévation de la valeur nominale des parts.

Il peut être créé des parts avec prime. Dans ce cas, la collectivité des associés par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 14, doit être agréé dans les conditions fixées audit article.

1) Souscription en numéraire et apports en nature.

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital en numéraire, pourront être libérées sur appel de la gérance, en une ou plusieurs fois, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive. En cas d'augmentation du capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Si l'augmentation du capital est réalisée soit en partie soit en totalité par des apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport annexé à la décision extraordinaire des associés et établi par un Commissaire aux apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la requête de l'un des gérants.

2) Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation du capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé par les voies civiles, conformément à l'article 1690 du Code civil, sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les cas et les conditions prévus par l'article 14 ci-après.

Tout associé peut renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant à un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et délais prévus fixés par la gérance.

8.2. Réduction du capital

Le capital social peut être réduit, par l'assemblée des associés qui statue dans les conditions de majorité prévues à l'article 28 pour les décisions extraordinaires.

En aucun cas, la réduction ne peut porter atteinte à l'égalité entre associés.

S'il existe des Commissaires aux comptes, ces derniers doivent donner leur avis sur le projet de réduction du capital social.

Lorsque l'assemblée approuve un projet de réduction du capital non motivé par des pertes, ce projet est déposé au greffe du Tribunal de Commerce, conformément à la loi, et les créanciers dont la créance est antérieure à la date de ce dépôt, peuvent former, devant le Tribunal de Commerce, opposition à la réduction dans le délai d'un mois à compter de la date du dépôt.

Quand le Tribunal de Commerce rejette l'opposition, il ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes ; les opérations de réduction de capital ne peuvent pas commencer pendant le délai d'opposition.

L'achat de ses propres parts par une société est interdit. Toutefois l'assemblée qui a décidé une réduction de capital non motivée par des pertes, peut autoriser le gérant à acheter un nombre déterminé de parts sociales en vue de les annuler. Cet achat de parts sociales doit être réalisé dans le délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition des créanciers.

Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

Article 9 - Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société de garantir une émission de valeurs mobilières ou d'émettre des valeurs mobilières, à l'exception de l'émission d'obligations nominatives dans les conditions de l'article L 223-11 du code de commerce.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties.

Article 10 - Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles, en particulier dans les votes aux assemblées.

Les propriétaires indivis de parts sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun. A défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires, et au nu propriétaire pour les décisions extraordinaires. Toutefois, le nu propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

La propriété de parts sociales entraîne pour les architectes associés qui veulent exercer selon un autre mode l'obligation d'obtenir l'accord exprès de leurs coassociés (article 14 de la loi de 1977).

Article 12 – Responsabilité des associés

Sous réserves des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Article 13 - Décès – interdiction – faillite ou déconfiture d'un associé

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés.

Article 14 - Cessions de parts – agrément

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Elle ne sera opposable aux tiers qu'après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts ne peuvent être cédées au profit d'un tiers, d'un associé, du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, même si celui-ci a déjà la qualité d'associé, à titre onéreux ou gratuit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales. (Article 13-4° de la loi sur l'architecture)

Les cessions entre conjoints, partenaires pacsés, ascendants, descendants doivent être agréées.

Le cédant doit notifier le projet de cession à la société et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire un mois au moins avant la date de la cession projetée.

Dans les huit jours qui suivent la notification à la société du projet de cession, la gérance doit consulter les associés dans les conditions fixées à l'article 28 des présents statuts afin qu'il soit statué sur le consentement à cette cession.

La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La décision portant agrément ou refus d'agrément n'a pas à être motivée.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au premier alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

Dans le cas où la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts à un prix payable comptant et déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société ou fixés par accord unanime des associés.

A la demande de la gérance, ce délai de trois mois peut être prolongé une ou plusieurs fois, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette (ces) prolongation(s) puisse(nt) excéder six mois.

La société peut également avec le consentement de l'associé cédant décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur

justification, être accordé à la société par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Sauf entre associés tout nantissement de parts devra être préalablement autorisé conformément à la procédure prévue au présent article pour les cessions de parts.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties, selon les conditions de l'article 2078 alinéa 1^{er} du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir sans délai, les parts afin de réduire son capital.

Article 15 - Droit de Prémption

Chacun des Signataires consent aux autres Signataires un Droit de Prémption en cas de projet de Transmission d'un ou plusieurs de ses Titres de la Société (ci-après le « **Droit de Prémption** »).

Toute Transmission de Titres est soumise au Droit de Prémption qui s'exerce dans les conditions suivantes.

15.1 - Organisation du Droit de Prémption

A réception de la Notification de Transmission, chacun des Signataires autres que l'auteur de la Transmission projetée ou promise dispose d'un délai de soixante (60) jours (ci-après le « **Délai de Réponse** ») pour notifier à l'auteur de la Transmission qu'il entend exercer son Droit de Prémption (ci-après la « **Notification de Prémption** »).

L'exercice du Droit de Prémption est incompatible, pour un même Signataire, avec l'exercice du Droit de Sortie Proportionnelle ou de l'Obligation de Sortie Conjointe définis ci-après (et réciproquement).

Une copie de chaque Notification de Prémption doit être adressée simultanément aux autres Signataires.

L'auteur de la Transmission projetée ou promise ne dispose, sauf recours à expertise, d'aucun droit de repentir.

15.2 - Ordre de Prémption

Sauf répartition différente d'un commun accord entre les préempteurs, les demandes d'exercice du Droit de Prémption sont satisfaites dans l'ordre et dans les limites ci-après, à proportion pour chaque Signataire :

- d'abord, du nombre de Titres dont il est propriétaire par rapport au nombre total de Titres possédés par les Signataires qui ont exercé leur Droit de Prémption,
- puis, si tous les Titres dont la Transmission est projetée ne sont pas préemptés par l'exercice des droits définis à l'alinéa précédent, à proportion du nombre de Titres dont il est propriétaire par rapport au nombre total de Titres possédés par les Signataires dont les demandes n'ont pas été intégralement satisfaites.

Les rompus s'il y a lieu seront attribués au demandeur propriétaire du plus grand nombre de Titres et, en cas d'égalité, par tirage au sort.

15.3 - Obligation d'exercice du Droit de Prémption pour la totalité des Titres

Si les demandes d'exercice du Droit de Prémption ne portent pas sur la totalité des Titres dont la Transmission est projetée ou promise, le Droit de Prémption ne peut être exercé par aucun des Signataires et la Transmission primitivement envisagée peut librement intervenir selon les modalités et au prix qui ont été initialement notifiés sans préjudice de la procédure d'agrément telle que visée dans les Statuts de la Société.

La Transmission projetée ou promise devra être réalisée dans les six (6) mois de l'expiration du Délai de Réponse. Passé ce délai, elle ne pourra être réalisée qu'après renouvellement de la procédure de prémption, même si les conditions de l'offre sont similaires.

15.4 - Conséquences de l'exercice du Droit de Prémption

Par le seul fait de la notification de l'exercice du Droit de Prémption, la vente est réalisée au profit des préempteurs à un prix égal à celui proposé par le bénéficiaire de la Transmission.

Les actes de cession et/ou ordres de mouvement et toutes autres pièces nécessaires doivent, dans les trente (30) jours de la réception de la dernière Notification de Prémption à l'auteur de la Transmission, être remis au cessionnaire, contre paiement du prix par chèque de banque à l'auteur de la Transmission.

15.5 - Droits de souscription ou d'attribution

La Transmission de tout droit de souscription ou d'attribution de Titres gratuits à la suite d'une augmentation de capital par apport d'espèces ou par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission est assimilée à la Transmission des Titres eux-mêmes et soumise, en conséquence, à l'exercice du Droit de Prémption.

Toutefois, lorsque la Transmission projetée ou promise porte sur des droits de souscription, le délai pendant lequel les Signataires d'un Pacte s'il existe peuvent exercer leur Droit de Prémption est réduit à dix (10) jours.

Article 16 - Droit de sortie proportionnelle

16.1 - Principe

Dans l'hypothèse où un Tiers proposerait l'acquisition à titre onéreux d'une partie des Titres de la Société, le Signataire cédant (ci-après le « **Cédant** ») s'engage, à ce que chacun des autres Signataires, sans préjudice des autres stipulations d'un Pacte s'il existe, ait la faculté de procéder conjointement à une cession, au profit du Tiers acquéreur d'une partie de ses Titres de même nature et ce, dans les conditions suivantes (ci-après le « **Droit de Sortie Proportionnelle** »).

16.2 - Organisation du Droit de Sortie Proportionnelle

A réception de la Notification de Transmission, chacun des Signataires autres que l'auteur de la Transmission projetée ou promise dispose d'un délai de trente (30) jours pour notifier à l'auteur de la Transmission qu'il entend participer à cette Transmission et exercer son Droit de Sortie Proportionnelle (ci-après « **Signataire Participant** »).

L'exercice du Droit de Sortie Proportionnelle est incompatible, pour un même Signataire, avec l'exercice du Droit de Prémption défini ci-dessus (et réciproquement). Toutefois, en cas d'exercice du Droit de Prémption selon les stipulations d'un Pacte s'il existe, les bénéficiaires du Droit de Sortie Proportionnelle exerceront « *mutatis mutandis* » leurs droits auprès des préempteurs.

Le Signataire Participant ne dispose d'aucun droit de repentir.

Chaque Signataire Participant aura le droit de céder, conformément aux termes du projet de Transmission, en même temps et aux mêmes conditions que le Cédant, un nombre de Titres de même nature égal au nombre maximum de Titres que le bénéficiaire de la Transmission a indiqué souhaiter acquérir, tel que figurant dans le projet de Transmission, multiplié par le rapport entre le nombre de Titres de même nature détenus par le Signataire Participant et le nombre de Titres de même nature détenus par tous les Signataires Participants et le Cédant, de sorte que le total des Titres devant être cédés en vertu des présentes par tous les Signataires Participants et le Cédant soit égal au nombre maximum de Titres que le bénéficiaire de la Transmission a indiqué souhaiter acquérir.

Pour le cas où un Signataire Participant ne souhaiterait pas exercer son Droit de Sortie Proportionnelle pour l'intégralité des Titres qu'il a la possibilité de céder, le solde desdits Titres sera cédé par les autres Signataires Participants et le Cédant dans les conditions définies ci-dessus.

Le Cédant devra en conséquence, préalablement à une Transmission de tout ou partie de ses Titres ou à tout engagement de sa part en vue de leur Transmission, obtenir l'engagement irrévocable du ou des bénéficiaires de la Transmission que celui-ci offrira à chacun des Signataires autres que l'auteur de la Transmission la possibilité de lui transférer tout ou partie des Titres de même nature qu'il détient et qu'il souhaiterait alors transférer, aux mêmes conditions et selon les mêmes termes que ceux offerts par le bénéficiaire de la Transmission au Cédant.

L'absence d'exercice par un ou plusieurs Signataires du Droit de Sortie Proportionnelle au titre d'une opération de Transmission n'entraînera en aucun cas renonciation à leur faculté d'exercice du Droit de Sortie Proportionnelle à l'occasion de toute Transmission ultérieure, de même nature ou non.

16.3 - Prix – Délai de réalisation

Dans le cadre de l'exercice du Droit de Sortie Proportionnelle, la Transmission est réalisée selon une valorisation (prix et/ou parité d'échange) égale à celle proposée par le Tiers acquéreur et dans les mêmes délais.

16.4 - Sanction

Si, en contravention avec les stipulations qui précèdent, le bénéficiaire de la Transmission procédait à l'acquisition des Titres du Cédant, mais n'achetait pas les Titres offerts par les Signataires Participants, le Cédant s'engage d'ores et déjà irrévocablement à se porter lui-même acquéreur de la totalité des Titres offerts par les Signataires

Participants, dans un délai de huit (8) jours à compter de la réalisation de la Transmission au profit du Tiers acquéreur.

Article 17 – Anti dilution

Les Signataires s'engagent à faire en sorte que chacun d'eux bénéficie d'un droit permanent de maintenir sa participation au capital de la Société à hauteur de sa participation à chaque opération.

En conséquence, les Signataires s'engagent, en cas d'augmentation de capital de la Société, par quelque moyen que ce soit, à ce que chacun d'eux soit autorisé à souscrire à l'augmentation de capital en cause ou à une augmentation de capital complémentaire qui leur serait réservée et ce, à des conditions – notamment celles relatives au prix d'émission des Titres– identiques à celles auxquelles les Titres nouveaux seront émis, de manière à lui permettre de conserver sa quote-part du Capital.

Article 18 – Garantie d'actif et/ou de passif

Pour le cas où une garantie d'actif et/ou de passif serait exigée par un Tiers acquéreur, celle-ci sera consentie par tous les Signataires qui transmettront des Titres et ce, au prorata du nombre de Titres transmis par chacun d'eux.

Article 19 - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

19.1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants-droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité fixée pour l'agrément des cessions entre vifs au profit des tiers.

Les héritiers, ayants-droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit par la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours suivants la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités d'héritiers, ayants-droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre des parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants-droit ou conjoint survivant. Ces dispositions sont également applicables au partenaire pacsé survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu à l'alinéa précédent.

La décision prise par les associés qui n'a pas à être motivée est notifiée aux héritiers et ayants-droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires.

A défaut de notification, dans ledit délai, le consentement à la transmission de parts est acquis.

En cas de non-agrément des héritiers, ayants-droits, conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

19.2 - Dissolution de la communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, de séparation de corps, de séparation judiciaire de biens ou de changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou à l'ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés, représentant au moins les deux tiers des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

| |
|------------------------------|
| TITRE III GERANCE |
|------------------------------|

Article 20 - Nomination des gérants

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques ayant le statut d'associés, nommés par décision des associés selon les modalités de nomination définies ci-dessous et selon l'article 21 du TITRE IV – DECISIONS COLLECTIVES.

Conformément à l'article 13-5° de la loi de 1977 sur l'architecture, le gérant ou la moitié des gérants au moins, doivent être architectes ou des personnes physiques établies dans un autre Etat membre de l'Union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen exerçant légalement la profession d'architecte dans les conditions définies aux 1° à 4° de l'article 10 ou à l'article 10-1 de la loi 77-2 sur l'architecture.

Au cours de la vie sociale, le ou les gérants sont nommés selon les besoins et/ou l'évolution des associés.

L'évolution des associés de la catégorie d'associé 2BDM à celle de gérant 2BDM relève d'une décision du conseil de gérance constitué de l'ensemble des associés gérants, statuant à la majorité qualifiée représentant au minimum les deux tiers des voix (les attributions de voix par catégories d'associés sont décrits au TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES, article 21).

Article 21 - Pouvoirs des gérants

Le ou les gérants agissant ensemble ou séparément, jouissent vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le gérant est expressément habilité à mettre les statuts de la société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision des associés représentant plus des trois quarts des parts sociales.

Article 22 – Cessation des fonctions du gérant

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité des fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chaque associé trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les associés procèdent à la nomination du ou des gérants sur convocation du gérant restant en fonctions, du commissaire aux comptes s'il en existe un, ou d'un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent. Un ou plusieurs associés représentant le quart du capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Le ou les gérants sont révocables après un vote à l'unanimité des parts sociales au premier tour et majorité qualifiée au second tour. Ne participe pas au vote l'associé concerné par la révocation.

En cas de décision prononcée sans juste motif, le ou les gérants peuvent obtenir des dommages intérêts. Le ou les gérants peuvent être aussi révoqués par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Article 23 - Convention entre le gérant ou un associé et la société

Le ou les gérants doivent aviser le commissaire aux comptes s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par des personnes interposées entre eux ou l'un des associés et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion des dites conventions.

Lorsque l'exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est également informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le ou les gérants ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présentent à l'assemblée générale ou joignent aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur ces conventions, conforme aux indications prévues par la loi. L'assemblée statue sur ce rapport.

Le ou les gérants ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et leurs parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le ou les gérants et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Il est interdit aux gérants et aux associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle, leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants du gérant ou des associés ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 24 – Responsabilité du gérant

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement, selon le cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société à laquelle, le cas échéant, les dommages-intérêts sont alloués.

Est réputée non écrite toute clause des statuts ayant pour effet de subordonner l'exercice de l'action sociale à l'avis préalable ou à l'autorisation de l'assemblée, ou qui comporterait par avance renonciation à l'exercice de cette action.

Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L 223-24 du code de Commerce.

Article 25 – Compte courant d'associés

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont elle peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit en commun accord entre la gérance et l'associé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés.

En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L. 223-19 du code de commerce.

TITRE IV DECISIONS COLLECTIVES

Article 26 – Organisation générale

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux et l'agrément de tout nouvel associé sont prises en assemblées.

Toutes les autres décisions collectives sont prises, soit par consultation écrite des associés, soit en assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet les modifications de statuts ou l'agrément de nouveaux associés. Elles sont qualifiées d'ordinaires dans les autres cas.

Article 27 - Décisions collectives ordinaires

Hormis les décisions décrites aux titres I à III des présents statuts, les modalités de vote pour les décisions collectives ordinaires sont :

Au premier tour, vote à la majorité absolue (soit la moitié des suffrages exprimés plus 1, si leur nombre est pair, ou, si leur nombre est impair, égal à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur). Dans le cas où elle ne serait pas obtenue, au second tour, vote à la majorité relative.

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Article 28 – Décisions collectives extraordinaires

Hormis les décisions décrites aux titres I à III des présents statuts, les modalités de vote pour les décisions extraordinaires sont :

Au premier tour, vote à la majorité qualifiée aux deux tiers des voix. Dans le cas où elle ne serait pas obtenue, au second tour, vote à la majorité absolue (soit la moitié des suffrages exprimés plus 1, si leur nombre est pair, ou, si leur nombre est impair, égal à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur).

En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

La transformation de la société en une autre forme sociale, le changement de la nationalité de la société nécessitent l'unanimité de ceux-ci.

Article 29 - Assemblées générales

1) Convocation

Les assemblées d'associés sont convoquées par la gérance ou, à défaut, par le commissaire aux comptes s'il en existe un, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

En outre, un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Enfin, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Aucun délai ni forme de convocation ne sont exigés si tous les associés sont présents ou représentés.

Les assemblées peuvent être tenues en tout lieu, choisi par la partie convoquante, en France ou hors de France.

2) Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3) Participation aux décisions et nombre de voix

Cf. article 21 des présents Statuts.

4) Représentation

Chaque associé ne peut se faire représenter que par un autre associé de son choix.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut également être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Le mandat pour une assemblée vaut pour les assemblées successives, convoquées avec le même ordre du jour.

5) Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par l'un des gérants, désigné en début de séance par les associés gérants présents ou représentés, ou à défaut par l'associé gérant le plus âgé.

Article 30 - Consultation écrite

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai minimal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution, émettre leur vote par écrit.

Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou "NON".

Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai minimal fixé ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 31 - Procès-verbaux

1) Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par le ou les gérants et par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée et le résultat des votes.

2) Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social et cotés et paraphés, soit par un juge du Tribunal de Commerce, soit par un juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune ou un Adjoint au Maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

3) Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

4) Consultations écrites

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

TITRE V COMPTES SOCIAUX

Article 32 - Comptes sociaux

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse notamment un inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de la société, un bilan, un compte de résultat et une annexe.

La gérance établit un rapport de gestion écrit sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ainsi que sur ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 33 - Affectation et répartition du bénéfice

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué des pertes antérieures, il est prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital.

Le solde augmenté, le cas échéant du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois, l'assemblée générale peut prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux ou les reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur des réserves autres que la réserve légale, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Article 34 – Commissaire aux comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE VI DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 35 - Dissolution

1) Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance provoque une décision collective extraordinaire des associés, afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2) Dissolution anticipée

La dissolution anticipée est prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

Dans le cas où, du fait de pertes constatées dans les documents comptables les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

A défaut de réunion de l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'a pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts sociales, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Article 36 – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination doit être suivie de la mention "Société en liquidation".

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Les fonctions des gérants prennent fin par la dissolution de la société.

Un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par la décision collective ordinaire des associés. Leur révocation ou leur remplacement sont effectués selon les formes prévues pour leur nomination. Sauf stipulation contraire, leur mandat leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

Le ou les liquidateurs représentent la société. Ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable, payer le passif et répartir le solde disponible.

Toutefois, sauf consentement unanime des associés, la cession de tout ou partie de l'actif de la société en liquidation à une personne ayant eu dans la société la qualité d'associé, de gérant ou de commissaire aux comptes, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Tribunal de Commerce, le ou les liquidateurs et s'il en existe, le commissaire aux comptes dûment entendus.

En outre, une telle cession au profit des liquidateurs, de leurs employés, conjoint, ascendants ou descendants est interdite.

Le ou les liquidateurs peuvent continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation, sauf stipulation contraire des associés dans la délibération les nommant.

En fin de liquidation, les associés sont convoqués pour statuer sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs, la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

L'avis de clôture de liquidation est publié conformément à la loi.

TITRE VII EXERCICE DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

Article 37 - Exercice de la profession - Responsabilité Assurance - Discipline - Communication au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

1) Exercice de la profession

Chaque architecte associé exerce sa profession au nom et pour le compte de la société. Il ne peut exercer selon un autre mode que dans la mesure où il a obtenu l'accord exprès de ses coassociés.

Il doit faire connaître à ses clients la qualité en laquelle il intervient (article 14 de la loi sur l'architecture).

Les architectes associés doivent s'informer mutuellement des activités professionnelles qu'ils exercent au nom et pour le compte de la société (article 41 du code des devoirs professionnels).

2) Responsabilité – Assurance

La société est seule civilement responsable des actes professionnels accomplis pour son compte.

Elle doit souscrire une assurance garantissant les conséquences de ceux-ci (article 16 de la loi sur l'architecture).

3) Discipline

Les dispositions légales et réglementaires concernant la discipline des architectes sont applicables à la société et à chacun des architectes associés.

La société peut faire l'objet de poursuites disciplinaires, indépendamment de celles qui seraient intentées contre les associés. La société est représentée par les gérants. Cependant, les associés non gérants peuvent prendre connaissance du dossier et présenter ou faire présenter leurs observations écrites ou orales.

La suspension disciplinaire de la société s'applique à tous les associés architectes, sauf si la décision de la juridiction exclut expressément de cette mesure un ou plusieurs d'entre eux (article 50 du décret n° 77 - 1480 du 28 décembre 1977).

Tout architecte associé qui a été condamné à la peine disciplinaire de la suspension pour une durée égale ou supérieure à trois mois peut être contraint, par décision unanime des autres associés, à se retirer de la société. Ses parts sociales sont alors cédées dans les conditions légales ou réglementaires applicables (article 47 du Décret 77-1480 du 28 Décembre 1977).

L'architecte associé suspendu disciplinairement ne peut exercer aucune activité professionnelle d'architecte pendant la durée de la peine, mais conserve, pendant le même temps, la qualité d'associé, avec tous les droits et obligations qui en découlent, à l'exclusion de sa vocation aux bénéfices sociaux (article 48 du décret n°77-1480 du 28 décembre 1977).

En cas de suspension de la société ou de tous les associés architectes, la gestion de la société est assurée par un ou plusieurs architectes désignés par le Président du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes au tableau duquel la société est inscrite (article 50 du décret n°77-1480 du 28 décembre 1977).

4) Communication au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

La société doit être inscrite au tableau régional de la circonscription dans laquelle elle exerce, pour ce qui concerne le territoire national, son activité principale (article 17 du décret n° 77-1481 du 28 décembre 1977).

Le ou les gérants sont tenus, sous leur responsabilité, de communiquer au Conseil Régional au tableau duquel la société est inscrite, les statuts de la société et la liste des associés ainsi que toute modification apportée à ces statuts ou à cette liste.

Le Conseil Régional vérifie si la société demeure en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et en particulier avec celles de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1977. Selon les cas, il procède à la modification correspondante de l'inscription ou à la radiation de la société si, à l'expiration du délai qu'il impartit, aucune régularisation n'est intervenue.

TITRE VIII DISPOSITIONS DIVERSES

Article 38 – Contestations

Toutes les contestations pouvant s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Toutefois, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, il doit être procédé à une tentative de conciliation. A cet effet, la partie la plus diligente saisit du litige le Président du Conseil Régional de l'Ordre des architectes qui peut, soit procéder lui-même à la tentative de conciliation, soit en confier le soin à tel membre du Conseil qu'il aura désigné (article 25 du code des devoirs professionnels)

Article 39 – Pacte d'associés

Les associés ont la faculté de définir entre eux un pacte d'associés définissant notamment les règles et modalités de gouvernance.

